

République Centrafricaine...Massacres, déplacements

Raport Spécial sur la République centrafricaine - édité par le departement d'information de l'OCI

*Actions
politiques et
humanitaires de
l'OCI*





Pays, population et histoire récente

La République centrafricaine (RCA) est entourée par le Tchad au Nord, le Soudan au Nord-Est, le Sud-Soudan à l'Est, la République démocratique du Congo et la République du Congo au Sud et le Cameroun à l'Ouest, d'une superficie d'environ 620 000 kilomètres carrés et une population estimée à environ 4,4 millions. La capitale est Bangui.

Selon les estimations officielles, les musulmans représentent 15 pour cent de la population, mais selon des sources diplomatiques informées opérant en République centrafricaine, le pourcentage des musulmans est d'environ 20 à 25 pour cent de la population dont la majorité se trouve dans le nord du pays près des frontières du Tchad et du Soudan, alors que la majorité chrétienne représente environ 45 à 50 pour cent, et le reste de la population est animiste.

La République centrafricaine est une ancienne colonie Française de 1889 à 1959. Se sont succédé à la présidence après l'indépendance David Dacko (1959-1966), puis «l'Empereur» Jean-Bedel Bokassa (1966-1979) et puis David Dacko (1979-1981), André Kolingba (1981-1993), puis Ange-Félix Patassé (1993-2003), François Bozizé (2003-2013), puis Michel Djotodia (le premier président musulman) de avril à décembre 2013 et enfin la Présidente de transition Catherine Samba-Panza depuis décembre 2013.

L'histoire politique de la République centrafricaine est marquée par de nombreux coups d'État, de troubles politiques, et des conflits sanglants. La plus récente étant la guerre qui a éclaté en décembre 2012, lorsque la coalition appelée (SELEKA) a renversé le président Bozizé et a pris le contrôle du pays ; la majorité de cette coalition est musulmane. En réaction de rejet de la part de la majorité chrétienne, une milice appelée (anti-Balaka) s'est formée.



Anti-Balaka ou anti-machette

Le terme anti-Balaka (anti signifie contre en anglais et Balaka moyens ; machette ou épée dans la langue locale Sangu) a émergé depuis septembre 2013. Cette milice armée est composée de groupes ruraux d'auto-défense, comprenant un groupe de paysans chrétiens partisans du président Bozizé dans le Nord-Ouest du pays, en réponse aux abus commis par des hommes armés dans les rangs de la coalition rebelle SELEKA. Les Anti Balaka ont commis des atrocités contre des civils musulmans telles que l'amputation des organes, la destruction des mosquées et le déplacement d'un grand nombre de population musulmane.



La violence conduit au déplacement

Les atrocités et les violences confessionnelles avaient des effets dévastateurs sur les deux communautés. Plus de 600 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays depuis Mai 2014. Selon le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), il y a plus de 350 000 personnes qui ont fui la violence dans la République centrafricaine vers les pays voisins comme le Cameroun, le Tchad et la République démocratique du Congo.

Les musulmans pris pour cible

Les récents événements sanglants qui ont eu lieu dans la République centrafricaine, menée par les milices anti-Balaka depuis le 5 décembre, ont causé le déplacement de presque 1 million de musulmans, selon les estimations de nos sources. La capitale Bangui a été vidée des musulmans et n'y reste que 2000 sur 250 milles environ, retranchés dans la Mosquée centrale et ses alentours. Les Musulmans ont été victimes de violences massives, violations des droits de l'homme, pillage de leurs biens et la démolition de leurs maisons. A savoir qu'environ 400 Mosquées ont été également démolies.





L'OCI agit au niveau politique

L'OCI suit de près la crise en République centrafricaine. Le Secrétaire général a fermement condamné l'escalade de la violence et l'aggravation des massacres civils, exprimant son espoir que l'élection de Mme Catherine Samba-Panza, comme Présidente de transition, apporte la paix et rétablisse la stabilité dans le pays et la région.

Le Secrétariat général a convoqué une réunion d'urgence du Comité exécutif au niveau ministériel. La réunion s'est tenue au siège du Secrétariat général à Djeddah le 20 février 2014. Parmi les principales décisions prises par la réunion est l'envoi d'une délégation de haut niveau dirigée par le Ministre des Affaires étrangères de la République de Guinée, Lounçeny Fall, Président en exercice du Conseil des Ministres des Affaires étrangères, d'effectuer une visite urgente à la capitale, Bangui, pour exprimer la solidarité et d'évaluer la situation et de communiquer avec les autorités de la République centrafricaine.



Envoyé spécial de l'OCI

Le Secrétaire général de l'OCI a nommé Dr Cheikh Tidiane Gadio comme envoyé spécial de l'OCI pour la République centrafricaine. M. Gadio est un ancien Ministre des Affaires étrangères de la République du Sénégal, un médiateur expérimenté, universitaire et politicien. Il a servi son pays en tant que Chef de la diplomatie sénégalaise pendant près d'une décennie, de 2000 à 2009. Il occupe actuellement le poste de Président d'un think tank indépendant et le Centre de Recherche (African Institute for Strategic Studies), basé à Dakar, Sénégal.

Une Délégation Ministérielle De Haut Niveau De L'OCI A Effectué Une Visite De Terrain En République Centrafricaine.

Une délégation ministérielle de haut niveau de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) a effectué les 29 et 30 avril 2014, une visite de solidarité et d'évaluation de deux jours en République centrafricaine (RCA), un pays membre observateur de l'OCI déchiré par un conflit. La délégation conduite par le président en exercice du Conseil de ministres des Affaires étrangères et ministre des Affaires étrangères de la Guinée, S.E.M. M. Lounceny Fall, était composée de représentants des membres du Comité exécutif de l'OCI, du Secrétaire général de l'OCI, S.E.M. Iyad Ameen Madani et de l'envoyé spécial de l'OCI pour la RCA, le Dr Cheikh Tidiane Gadio.

Lors de cette visite historique sur le terrain, la délégation a eu plusieurs rencontres à Bangui, la capitale avec les autorités de la transition en RCA, dont notamment la Présidente, S.E. Mme Catherine Samba-Panza, le Premier ministre, S.E.M. André NZAPAYEKE accompagné de plusieurs ministres, le Président du Parlement de transition, en présence de nombreux membres de l'Assemblée et de représentants des chefs religieux et de la société civile. La délégation a également eu des échanges fructueux avec les principaux partenaires internationaux qui l'ont informée sur la situation sécuritaire, politique et humanitaire dans le pays. La délégation a également visité la mosquée centrale de la capitale où elle a pu constater l'état pitoyable dans lequel se trouvent des centaines de musulmans qui ont été piégés à l'intérieur de ce lieu de culte et a échangé avec eux sur la voie à suivre pour une sortie de crise. La délégation a souligné à tous ses interlocuteurs, le caractère sacré de l'unité et de l'intégrité territoriale de la RCA, mais elle a appelé à mettre un terme immédiat à toutes les formes de violence contre les musulmans, en soulignant leur droit à la sécurité et en insistant sur la nécessité de protéger leurs droits fondamentaux en tant que citoyens de la RCA.

Dans le cadre de sa mission, la délégation a visité la République du Congo, où elle a passé en revue l'état de la crise avec le président Denis Sassou Nguesso en sa qualité de médiateur régional dans le conflit en RCA. Elle s'est rendue également en République du Tchad où elle a écouté le point de vue et les orientations du chef de l'Organisme régional de l'Afrique centrale, le Président tchadien Idriss Déby Itno sur la crise en RCA.

Proposition du Secrétaire général pour résoudre la crise

Le Secrétaire général de l'Organisation de Coopération islamique a proposé un paradigme régional des pays voisins concernés afin de trouver une solution radicale au conflit sanglant dans la République centrafricaine. La proposition est venue lors de la réunion de la délégation ministérielle de haut niveau avec le Président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso, le médiateur dans la crise, dans la capitale Brazzaville. Le Secrétaire général a exprimé la volonté de l'OCI pour trouver une solution politique à la crise. Il a également insisté sur la nécessité du dialogue national.





Action de l'OCI au niveau humanitaire

Suite aux recommandations de la réunion d'urgence du Comité exécutif sur la situation en République centrafricaine, le Secrétaire général a donné des instructions pour envoyer une mission humanitaire conjointement avec la Banque islamique de développement (BID). La délégation de l'OCI s'est rendue, du 14 au 21 Mai au Tchad, Bangui et au Cameroun. La mission a tenu des consultations avec les représentants des pays concernés par la crise pour discuter des moyens de fournir une aide humanitaire pour les personnes déplacées et réfugiés, ainsi que pour obtenir des informations auprès des réfugiés et des personnes déplacées dans la République centrafricaine.

La mission de l'OCI et de la BID a pu former une alliance humanitaire comprenant plusieurs organisations humanitaires des États membres ainsi d'autres pays tels que l'International Islamic Relief Organization du Royaume d'Arabie saoudite, la Croix Rouge turc, l'Organisation turque IHH, Médecins du Monde de la Turquie, Charity Foundation du Qatar, Islamic Relief de Grande-Bretagne et IslamicAid de Grande-Bretagne.

La mission de l'Alliance humanitaire de l'OCI a procédé à ses premiers projets d'urgence au profit des réfugiés dans la République du Tchad. La BID s'est engagée à fournir 1 million de dollars en aide spéciale pour la mise en œuvre de plusieurs projets d'éducation et de service. La Banque mettra en place un projet d'écoles pour accueillir 750 élèves au sein des camps dans le sud du Tchad, avec du matériel éducatif. Le projet comprend également trois puits d'eau pour 12 000 personnes, 650 tentes et 91 toilettes.



Camps de réfugiés au Tchad

L'OCI et le Fonds de Solidarité islamique (FSI) avaient déjà fourni une assistance humanitaire au Tchad, qui comprend 250 tentes, 6 forages et un groupe électrogène d'une capacité de 101-KVA, dans le Camp de Zafala, situé à Gaoui dans la capitale Ndjamena. Six mille réfugiés de la République centrafricaine ont été transférés dans ce Camp. Des fournitures médicales ont été également distribuées, ainsi que des produits alimentaires aux centres de Sahr, Sido, Doba et Mbitoye, où des milliers de personnes touchées ont trouvé refuge après avoir fui le pays.

La délégation humanitaire OCI-ISF (fonds de solidarité islamique) qui a visité le Tchad du 23 janvier au 1er février 2014, dirigée par l'Ambassadeur Atta El-Manan-Bakhit, Secrétaire général adjoint de l'OCI aux affaires humanitaires, a tenu des entretiens officiels avec le Premier Ministre, le Ministre des Affaires sociales et le Ministre des Affaires étrangères du Tchad. Lors des entretiens, la délégation de l'OCI-ISF a reçu un éclairage de la situation humanitaire dans le pays, résultant de l'afflux massif des réfugiés de République centrafricaine.

Le Secrétaire générale de l'OCI, Iyad Ameen Madani, a exhorté, par ailleurs, tous les acteurs et a demandé aux Gouvernements, et aux Organisations de la société civile de donner généreusement afin d'alléger la souffrance des réfugiés au Tchad.





Lors de la visite de la Mission humanitaire de l'OCI au camp de Zafala dans la région de Gaoui à la périphérie de la capitale Ndjamena, les réfugiés ont exprimé leur souffrance dû au manque de nourriture, qui se limite actuellement à la farine de blé, de pâtes et de l'huile, ainsi que de leur souffrance des maladies mortelles notamment chez les enfants. Il y a un besoin urgent en tente dans ce camp de Zafala où environ 15 personnes se tiennent dans la même pièce, dont la taille est de 16 mètres carrés. Il y a également une clinique médicale, très modeste, supervisée par une sage-femme, et qui doit, en principe, être appuyé par un personnel médical spécialisé. La clinique reçoit 25 patients par jour, qui souffrent d'inflammation de l'estomac de malnutrition et de plusieurs sortes de fièvres.

Le camp de Zafala accueille environ cinq mille réfugiés, dont 50% sont des femmes et de 15 pour cent des enfants. La superficie du camp est de 10 hectares, à savoir qu'à l'extérieur du camp il y a encore environ un millier de personnes en attente d'être abritées.





Visite aux camps, personnes déplacées, bureau à Bangui

Dans le district de PK5 les musulmans, quelques milliers environ, s'abritent à la Mosquée centrale de Bangui, où la mission de l'Alliance humanitaire de l'OIC a rencontré les chefs religieux. Les membres de la mission leur ont expliqué les objectifs de la mission, qui consiste à fournir des secours d'urgence. L'aide



sera fournie à tous ceux qui sont touchés par la crise, et que l'OCI s'engage à la question humanitaire en Afrique centrale, tel qu'a été annoncé par le Secrétaire général lors de sa visite fin avril 2014.

Les musulmans retranchés dans le district de PK5 souffrent du manque de nourriture et de médicaments et il leur est impossible de trouver un cimetière pour enterrer dignement leurs morts,

La mission a également tenu des réunions avec des hauts responsables dans la capitale Bangui, dont le Premier Ministre, M. André Nzapayeke, avec qui il a été convenu d'ouvrir un bureau de l'OCI à Bangui pour coordonner le travail des organisations humanitaires opérant sous l'égide de l'OCI.



Camps de réfugiés au Cameroun

La mission humanitaire de l'OCI s'est rendue également au camp des réfugiés musulmans au Nord du Cameroun dans la région limitrophe du sud de la République centrafricaine. Les membres de la mission ont pu discuter avec des représentants du camp ainsi qu'avec les réfugiés, sur leurs besoins, tels que le manque en nourriture, en eau potable et en abris.

Les réfugiés musulmans au Cameroun se plaignent du grand nombre de serpents et de moustiques qui provoquent des maladies mortelles des enfants. A savoir que le nombre de réfugiés au Cameroun est estimé à quelques 150 mille réfugiés dans une douzaine de camps.

Selon le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), beaucoup de réfugiés



venant de la République centrafricaine à l'Est du Cameroun sont sous-alimentés et souffrent de maladies graves. La proportion de la mortalité chez les enfants réfugiés a récemment augmenté ; En seulement 12 jours 29 enfants sont morts, parmi eux un nouveau-né et un enfant âgé de neuf ans. Les principales causes de décès sont la sécheresse, l'hypothermie et une anémie sévère.

Les Réfugiés se plaignent de maladies et de serpents et des actes de cannibalisme circulent sur leurs téléphones portables

Le réfugié Ibrahim Hamed se trouve avec sa mère, son épouse et ses six enfants devant leur tente dans le Camp de Zafala à la périphérie de la capitale tchadienne, Ndjamena, montrant à l'aide de son portable des vidéos sur les atrocités commises par les anti-Balaka. Selon Ibrahim, les corps des musulmans ont été grillés et dévorés, par des anti-Balaka criant « Ô Dieu, on mange des musulmans. »

Les mêmes scènes se répètent dans les camps des musulmans déplacés à l'intérieur de la capitale Bangui et dans les camps de réfugiés à l'Est du Cameroun, où les réfugiés Fatima et Mohammed disent avoir vu des anti-Balaka en train de manger un citoyen musulman, Osman Mohamed, dans la zone de Bauru, à la périphérie de la capitale, Bangui.

Bien que les souffrances soient semblable à celles des réfugiés dans des camps au Tchad et au Cameroun, mais chacun d'entre eux a une histoire différente.

Adam Idris dit avoir quitté son emploi dans le secteur agricole dans le district de l'Arsiaet a mis un mois et demi pour fuir avec sa famille, marchant dans les bois pour finalement atteindre l'Est du Cameroun et rejoindre enfin un des camps de réfugiés. Adam Idris est un exemple des réfugiés qui sont au Cameroun et qui ne peuvent pas traverser les routes contrôlées par des membres du groupe anti-Balaka.





Ismail Haroon (42 ans) un autre réfugié à Ndjamena, dit avoir travaillé comme directeur d'une succursale de la Banque marocaine en République centrafricaine où il recevait un salaire d'environ mille Euros. Lorsque la crise s'est déclenché, Ismail a été expulsé puis il s'est enfuit dans une ambulance à l'ambassade du Nigéria près de son domicile, avec sa famille vers Ndjamena. Il ajoute qu'il était témoin oculaire de l'attaque et la démolition des mosquées avec des armes à feu et de machette, soulignant que des milliers des personnes fuyant Bangui ont été tués sur la route.

Le réfugié Abdullah Sharif, un cousin de l'ancien Président, Michel Djotodia, raconte avoir été vice-président de la Banque marocaine à Bangui. Il ajoute que les anti-Balaka ont démolé quatre de ses maisons, soulignant qu'il a réussi à échapper à la violence grâce à l'Ambassade du Maroc à Bangui.

Les besoins humanitaires et les solutions urgentes

La solution de la crise en République centrafricaine, sur le plan politique, nécessite une intervention immédiate de la communauté internationale afin de désarmer les milices pour rétablir la stabilité et la sécurité.

Sur le plan humanitaire, les camps de réfugiés ont besoin d'aide d'urgence pour répondre aux besoins en logement, nourriture et en médicaments à la fois en République centrafricaine, au Tchad et au Cameroun. Selon les rapports du Département des Affaires humanitaires de l'OCI, le coût de l'aide humanitaire d'urgence est estimé à environ 10,5 millions de dollars américain, une somme nécessaire pour le retour des personnes déplacées et les réfugiés dans leurs foyers. Le retour à la capitale Bangui exige la reconstruction des maisons des musulmans qui ont été détruites dans le quartier PK12, ainsi que la reconstruction des maisons de chrétiens qui sont abrités actuellement dans des camps près de l'aéroport dans le quartier de PK5. A ces conditions s'ajoute également l'instauration d'un dialogue national.





www.oic-oci.org



... sauvez nous